



REGIE DES TRANSPORTS DE LA MARTINIQUE
Z.A. La Trompeuse, Rue des Ferrements,
97200 Fort-de-France
TEL : 0596 60 97 50

**Accord-cadre à bons de commande portant sur la modernisation,
l'extension et la maintenance des dispositifs de vidéoprotection /
vidéosurveillance**

Dossier de Consultation des Entreprises D.C.E

RÈGLEMENT DE CONSULTATION R.C

*Accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure formalisée
en application des articles R. 2123-1 et R. 2162-2 du Code de la commande publique*

Date limite de remise des offres :
24/04/2026 à 12 heures (Heure de Martinique)

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER - OBJET DE LA CONSULTATIONERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATIONERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

- 2.1 Nature de la procédure**Erreur ! Signet non défini.**
- 2.2 Durée du marché – Délai d'exécution**Erreur ! Signet non défini.**
- 2.3 Décomposition du marché**Erreur ! Signet non défini.**
- 2.4 Forme juridique de l'attributaire**Erreur ! Signet non défini.**
- 2.5 Remise en concurrence en cours d'exécution**Erreur ! Signet non défini.**
- 2.6 Modification de détail au dossier de consultation**Erreur ! Signet non défini.**
- 2.7 Délai de validité des offres**Erreur ! Signet non défini.**
- 2.8 Contenu du dossier de consultation**Erreur ! Signet non défini.**
- 2.9 Retrait du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)**Erreur ! Signet non défini.**
- 2.10 Modification de marché /Marchés similaires/ clauses de réexamen**Erreur ! Signet non défini.**
- 2.11 Avance- Cautions et garanties exigées**Erreur ! Signet non défini.**
- 2.12 Modalités essentielles de financement et de paiement**Erreur ! Signet non défini.**
- 2.13 Forme des prix**Erreur ! Signet non défini.**

ARTICLE 3 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRESERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

- 3.1 Pièces de candidature :**Erreur ! Signet non défini.**
- 3.2 Les pièces de l'Offre à transmettre par le candidat**Erreur ! Signet non défini.**

ARTICLE 4 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRESERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

- 4.1 Jugement des candidatures**Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2 Jugement des offres**Erreur ! Signet non défini.**
- 4.3 Négociation**Erreur ! Signet non défini.**

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES / MODALITÉS DE COMMUNICATION ET D'ÉCHANGES ÉLECTRONIQUESERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRESERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ARTICLE 7 – CONTENTIEUX RENSEIGNEMENTSERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

Acheteur public :

REGIE DES TRANSPORTS DE LA MARTINIQUE
Rue des Ferrements,
97200 Fort-de-France
TEL : 0596 60 97 50

Correspondant :

Secrétariat Général

REGIE DES TRANSPORTS DE LA MARTINIQUE
Rue Ferrements,
97200 Fort-de-France
TEL : 0596 60 97 50

Service des marchés publics

Courriel : secretariat.general@regiedestransports.mq

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Depuis le 1^{er} octobre 2018, toutes les communications et tous les échanges d'information sont effectués par des moyens de communication électronique lorsque la consultation est engagée (se reporter à l'article 6 du présent règlement de consultation).

NB : La visite sur le site est obligatoire. Les modalités sont précisées à l'article 2.14 du présent R.C

A ce titre, une visite sur site doit permettre au candidat d'évaluer la totalité des travaux à réaliser. Cette visite est obligatoire et elle ne pourra être effectuée que pendant les deux jours prévus, sur rendez-vous à prendre avec le Chargé d'Opération représentant la Maîtrise d'Ouvrage.

Cette prise de connaissance des sites sera certifiée par une attestation de visite à remettre obligatoirement dans les pièces de l'offre, sous peine de rejet de l'offre

ARTICLE PREMIER - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne **un marché de fournitures et de travaux** courants pour la prestation suivante :

Accord-cadre à bons de commande portant sur la modernisation, l'extension et la maintenance des dispositifs de vidéoprotection / vidéosurveillance

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire non alloti, du fait que les prestations prévues au présent accord-cadre à bons de commande feront l'objet d'un programme pluriannuel de la Régie des Transports de la Martinique en fonction de ses besoins, d'éviter la multiplication des interlocuteurs ainsi que pour une uniformisation du parc de matériel. Le détail technique des prestations figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Nature de la procédure

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Il est soumis aux dispositions des articles L. 2124-1 et R. 2124-2 1° du Code de la commande publique.

2.2 Durée du marché – Délai d'exécution

- **Durée du marché :**

Il est passé pour une durée ferme **d'UN AN (douze mois)** à compter de sa notification régulière et renouvelable **TROIS (03) fois**, par **reconduction tacite**, sans que la **durée totale** du contrat ne puisse excéder **QUATRE (04) ans**.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se prononcera **au moins un (02) mois** avant la fin de chaque période annuelle, s'il souhaite **ne pas renouveler** le contrat, par courrier recommandé avec avis de réception.

Quelle que soit la décision prise par le représentant du pouvoir adjudicateur, **le titulaire** peut faire part à celui-ci, au moins **trois (03) mois** avant la fin de chaque période de validité du marché, de **sa volonté de se dégager du contrat**, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

- **Délais d'exécution des travaux :**

Le délai d'exécution court dès notification du bon de commande.

Chaque opération, ou groupe d'opérations, fait l'objet d'un bon de commande notifié à l'entreprise avec le devis préalablement communiqué au représentant du pouvoir adjudicateur et accepté par lui, définissant le montant et la nature des travaux.

Les délais d'exécution sont spécifiés dans l'acte d'engagement.

Les ordres de service seront délivrés pour préciser la date de démarrage des travaux et le délai contractuel de réalisation.

2.3 Décomposition du marché

Tranches – Lots

Il n'est pas prévu de décomposition par tranches ou par lots

Montants

Montant minimum annuel : 1,00 euros HT

Montant maximum : 5 000 000 euros HT

Variantes – options

Sans objet

2.4 Forme juridique de l'attributaire

Le candidat est autorisé à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement, la Régie des Transports de la Martinique pourra, après l'attribution, lui imposer la forme solidaire, si la transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

2.5 Remise en concurrence en cours d'exécution

Sans objet.

2.6 Modification de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.8 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes à remplir ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) à compléter par les candidats ;
- le quitus de visite à faire signer par les 2 parties lors de la visite ;
- les formulaires DC1 et DC2, à compléter par le candidat.

2.9 Retrait du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Le DCE est téléchargeable gratuitement sur la plateforme de Marchés Sécurisés à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>

2.11 Avance- Cautions et garanties exigées

Une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre dans les conditions précisées au C.C.A.P (article 7.1).

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

2.12 Modalités essentielles de financement et de paiement

Le mode de règlement sera le virement avec un délai de paiement de **30 jours** à compter de la date de réception de la facturation à la Direction par la Comptabilité et du Budget de la Régie des Transports de la Martinique.

Ces prestations seront financées par le budget général de la Régie des Transports de la Martinique.

2.13 Forme des prix

Le marché est conclu sur la base du BPU à compléter par le candidat.

2.14 Visite sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les candidats seront informés de la date de la visite par le biais d'un note d'information publiée sur la plateforme de Marchés Sécurisés. Il est précisé que deux dates prévisionnelles sont d'ores et déjà envisagées **les jeudis 26 mars et 2 avril 2026.**

Un certificat de présence à la visite sur site sera remis lors des visites programmées et devra être joint à l'offre du candidat. L'absence de ce document joint à l'offre entraînera la non-conformité de celle-ci.

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Monnaie, langue et habilitations : Les candidatures et les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original. Elles seront exprimées en EURO(S). Il est rappelé que le (ou les) signataire(s) doivent être habilités à engager la société.

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

3.1 Pièces de candidature :

A l'appui de leur candidature, les candidats produiront obligatoirement les pièces prévues aux articles R.2142-1 à R.2142-14 et R.2143-3 du CCP pour justifier de leurs niveaux minimaux de capacités professionnelles, techniques et financières :

Les candidats sont invités à utiliser les formulaires DC 1 et DC 2, dûment complétés et disponibles à l'adresse suivante :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

1) **Situation juridique – références requises :**

Soit :

- DC1 dûment complété ;

Soit :

- **Une lettre de candidature,**
- **Une déclaration sur l'honneur** pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 et suivants et L. 2341-1 et suivants du code de la commande publique ; Notamment qu'il n'a pas dû verser, au cours des trois années précédentes, des dommages et intérêts, n'a pas été sanctionné par une résiliation ou n'a pas fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur ;
- **Une déclaration sur l'honneur** qu'il est en règle au regard de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (article 29 de la loi no2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées).

2) **Capacité économique et financière – références requises :**

Soit : **DC2** dûment complété

Soit : Déclaration concernant le **chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;

- Déclaration appropriée de **banques ou preuve d'une assurance** garantissant la responsabilité civile professionnelle et décennale à fournir au plus tard à la date de

notification du marché.

3) **Capacité technique et professionnelles - références requises :**

- DC2 dument complété et signé et annexées des pièces demandées
- Ou**
- Une Déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (*ou Rubrique G1 du formulaire DC2*).

Le candidat, qui se présente seul ou sous la forme d'un groupement devra obligatoirement présenter un minimum de moyens humains.

- **Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (*ou Rubrique G1 du formulaire DC2*) ;
- **Une liste des travaux réalisés** au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.
- **Les Certificats de qualification professionnelle** établis par des organismes indépendants : la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
- **Le candidat ou le groupement devra présenter des compétences exigées par le maître d'ouvrage dans les domaines suivants :** Voirie et Réseaux Divers (VRD) ou Maçonnerie et pose de clôtures. la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen : références, CV, attestations de bonne exécution...

*Dans le cadre de la réforme anti-endommagement des réseaux, **fournir une Attestation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR)***

En outre, conformément à l'article R.2144-4 du CCP, il sera demandé **uniquement à l'attributaire pressenti** les justificatifs prouvant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (Articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique) et qui sont les suivants :

- **Les certificats fiscaux et sociaux** délivrés par les administrations et organismes compétents.
Le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- Le cas échéant les documents ou attestations figurant aux articles **R.1263-12, D.8222-5** ou D.8222-7 et D.8222-8 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail ; ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des **jugements prononcés**.

N.B : Ces derniers justificatifs peuvent être déposés et mis à jour directement et gratuitement dans le coffre-fort prévu à cet effet sur la plateforme sécurisée de la Régie des Transports de la Martinique sous réserve de l'inscription du candidat.

Conformément à l'ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, jusqu'au 10 juillet 2021, les entreprises admises à la procédure de redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger ne peuvent être exclues, pour ce motif, de la procédure de passation des marchés et des contrats de concessions lorsqu'elles bénéficient d'un plan de redressement.

La prise en compte des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs :

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Dans ce cas, le candidat justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. **Le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux exigés par le pouvoir adjudicateur.**

En cas de sous-traitance : le candidat pourra notamment faire état des capacités d'un ou de plusieurs sous-traitants et justifier du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché par un engagement écrit des parties ou par le biais d'une déclaration de sous-traitance (cf. Formulaire DC 4 « déclaration de sous-traitance » dûment complété et signé pour les parties. Ce document est disponible à l'adresse suivante <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) et devra être produite pour chaque sous-traitant les pièces réclamées ci-dessus.

En cas de groupement : chaque membre du groupement devra fournir les pièces ci-dessus, et le mandataire devra être habilité et désigné clairement par l'ensemble des contractants. Le mandataire devra préciser dans la DC1 ou la lettre de candidature la forme du groupement, la désignation du mandataire et produire les habilitations nécessaires pour représenter les candidats membres du groupement.

Il est à noter qu'un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

« Dites-le nous une fois »

En application de l'article R.2143-14 du Code de la commande publique, les candidats sont informés **qu'ils sont dispensés de produire les documents ou renseignements sur la candidature** (par exemple sur le chiffre d'affaires, sur les références professionnelles, les effectifs, moyens matériels...) **à condition :**

- **Soit** que la Régie des Transports de la Martinique puisse obtenir directement ces documents ou renseignements par le biais d'un Système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès à ceux-ci doit être gratuit pour la Régie des Transports de la Martinique. Ils devront indiquer clairement au pouvoir adjudicateur les modalités précises de consultation de ceux-ci. Le candidat pourra par exemple indiquer dans la lettre de candidature (DC1) l'adresse électronique permettant à l'acheteur d'avoir accès aux documents demandés au titre de la candidature. La notion d'espace de stockage numérique recouvre tout support de stockage en ligne accessible par le pouvoir adjudicateur, quel que soit son degré de sécurité, qu'il s'agisse d'un coffre-fort électronique, ou d'un simple site internet propre à l'opérateur économique.

- **Ou Soit** que les documents et renseignements aient déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables (il appartient alors aux candidats de vérifier que ces documents ou renseignements fournis antérieurement sont encore valables).

3.2 Les pièces de l'Offre à transmettre par le candidat, pour chacun des lots :

- **Un Acte d'Engagement**, cadre ci-joint à compléter, daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises concurrentes ayant vocation à être titulaires du Marché.
- **Le Bordereau de Prix Unitaires**, ci-joint à compléter ;
- **Le quitus de visite** visé par les 2 parties ;
- **Un mémoire justificatif** composés de 4 volets, un par sous critère tel que défini à l'article 4.2 du présent règlement et devant faire apparaître les éléments dont le contenu est défini à l'article 4.2 du présent RC ;
- **Fiches techniques** des matériels.

NB :

Toute offre ne comportant pas les éléments ci-dessus pourra être éliminée.

Le R.C, le C.C.A.P et le C.C.T.P n'ont pas à être joints à l'offre. La signature électronique de l'acte d'engagement par le candidat signifie qu'il adhère, sans réserve et sans modifications, au contenu de ces documents.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en **langue française**.

ARTICLE 4 - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

4.1 Jugement des candidatures

La vérification de l'aptitude à exercer les prestations objet du présent marché et des capacités financières, techniques et professionnelles du candidat s'effectue au regard des documents listés à l'article 3.1 du présent RC et dans les conditions de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique.

En outre, ne seront pas admises les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces exigées dans le présent Règlement de la consultation (article 3.1) ou qui ne présentent pas les niveaux minimaux de capacité professionnelles, techniques et financières prévues au présent RC.

De plus, l'attention des candidats est attirée sur le fait que le marché ne pourra lui être attribué que sous réserve que celui-ci ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, qu'il remplisse les conditions de participation fixées et qu'il produise, dans le délai imparti, les documents justificatifs et autres moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

4.2 Jugement des offres

Afin de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse conformément à l'article R.2152-7 du CCP, le jugement sera effectué à partir des critères pondérés suivants :

Libellé	Pondération
1. Prix	40 %
2. Valeur technique	60 %

1- Le critère prix : 40%

Le prix des prestations (N1) est noté sur une note maximale de 40 points.

La formule de notation retenue est la suivante :

$$\text{Note de l'offre de prix X} = \frac{\text{Prix de l'offre la plus basse}}{\text{Prix de l'offre X}} \times 40$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Conformément à l'article 2.1.2 du CCTP de la présente consultation, l'analyse des offres financières sera réalisée via un DQE masqué.

2- Le critère valeur technique : 60%

La valeur technique (N2) est notée sur une note maximale de 60 points.

La valeur technique de l'offre basée sur le mémoire justificatif devra faire apparaître les éléments suivants, notés comme suit :

S1	Méthodologies employées pour la mise en œuvre des dispositifs techniques (vidéoprotection, vidéosurveillance), des points de concentration et locaux techniques et logiciels de supervision, moyens humains et matériels dédiés au projet, habilitations et certifications	“20”
S2	Qualité du matériel indiqué au BPU, à travers les fiches techniques proposées	“20”
S3	Caractéristiques de la maintenance proposée dans le cadre du marché (préventive, évolutive et curative (GTI / GTR)) pour les dispositifs techniques existants et à créer, logiciel de GMAO et moyens humains et matériels dédiés	“10”
S4	Planning d'exécution de la Phase 1 avec une date de fin des travaux fixé au 30/10/2026	“10”

A l'aune de la note affectée pour chaque sous-critère de la valeur technique, elle sera pondérée afin d'obtenir une note en fonction du maximum affecté pour ledit sous-critère.

La note finale obtenue par chaque candidat sera égale à la somme des notes obtenues. Les offres seront ainsi classées en fonction du nombre de points obtenus, le candidat obtenant le plus de points étant déclaré mieux disant. En cas d'égalité de points, la meilleure note obtenue sur le prix permettra de départager les candidats.

Conformément au Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

$$N = N1 + N2$$

La note maximale pour la note finale obtenue par un candidat sera de 100.

- **Classement des offres :**

Les candidats seront classés de la note la plus haute à la plus basse.

Le candidat ayant la note la plus élevée sera attributaire du présent marché.

En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le candidat présentant l'offre économique la plus avantageuse sera classé premier.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations prouvant qu'il n'entre pas dans un cas d'interdiction de soumissionner.

- **Contrôle de la conformité des offres :**

Critère Prix

Le critère Prix sera apprécié en fonction de la **cohérence des prix unitaires et du positionnement du candidat par rapport à la concurrence**. Il sera également apprécié sur la base d'un **détail quantitatif estimatif masqué (DQE)** (document non contractuel).

En cas de discordance mineure constatée dans une offre, il pourra être demandé au candidat de confirmer les prix indiqués dans le bordereau de prix transmis. Toutefois, l'entreprise ne pourra pas indiquer de nouveaux coûts qui seraient supérieurs ou nettement inférieurs au coût qu'elle aurait initialement proposé, en raison du principe d'intangibilité de l'offre.

Tout rabais ou remise de toute nature ne sera pas pris en compte.

Les offres des candidats ne pourront être retenues si celles-ci sont jugées comme étant des offres inacceptables, irrégulières, inappropriées ou anormalement basses :

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Est inappropriée une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Détection des offres anormalement basses

Le choix de l'offre retenue se réalisera sous réserve que cette dernière ne constitue pas une offre anormalement basse risquant de fausser l'analyse des offres et qui nuirait à une concurrence loyale entre les candidats.

Conformément à l'article L. 2152-5 du code de la commande publique, est une offre anormalement basse « *une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché* ».

Si l'offre d'un candidat se révèle nettement inférieure à l'estimation du pouvoir adjudicateur ainsi qu'à la moyenne des offres recevables, il sera fait application de la procédure contradictoire prévue aux articles R. 2152-3 et suivants du Code la Commande publique :

Ainsi, lorsqu'une offre semble anormalement basse, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre. A défaut de justifications suffisantes permettant d'établir que l'offre est économiquement viable, celle-ci sera considérée comme anormalement basse et rejetée (exclue de l'analyse des offres).

La vérification du caractère anormalement bas de l'offre s'applique à l'ensemble de l'offre, y compris à la part du marché public que le candidat envisage de sous-traiter.

Dans les procédures de marché public, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, **l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leurs offres irrégulières dans un délai déterminé, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.**

4.3 Négociation

En fonction de l'analyse des propositions, une phase de négociation écrite pourra être menée avec les trois premiers candidats sur les aspects technico-financiers. Les offres inappropriées seront éliminées et non négociables. Les discussions pourront portées sur tous les aspects tant techniques que financiers. Le résultat des négociations fera l'objet d'une mise au point (annexée à l'acte d'engagement) avec le candidat retenu avant la notification du marché.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES / MODALITES DE COMMUNICATION ET D'ECHANGES ELECTRONIQUES

La communication et les échanges électroniques se feront uniquement sur la plateforme achat à l'adresse suivante :

<https://www.marches-securises.fr>

Les candidats doivent s'assurer des prérequis nécessaires pour procéder aux échanges électroniques sur la plateforme de la Régie des Transports de la Martinique.

5.1 Retrait du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Le DCE est téléchargeable gratuitement et uniquement sur la plate-forme marchés publics
<https://www.marches-securises.fr>

. Aucun exemplaire papier ne sera délivré.

5.2 Dépôt du pli électronique

Le pli électronique est déposé sous un format dématérialisé accessible sur la plateforme sécurisée de de Marchés Sécurisés. Aucun pli papier ou aucun support physique électronique (**ex : clé U.S.B ou C.D-R.O.M**) ne sera accepté à l'exception de la copie de sauvegarde.

Le dépôt du pli nécessite l'inscription préalable sur la plateforme. Il convient de renseigner une adresse unique (voire une adresse de secours supplémentaire) pour faciliter les échanges sur la plateforme marchés publics et à l'acte d'engagement.

Le candidat sera seul responsable du bon acheminement de son pli sur la plateforme qui sera horodaté. Les plis arrivés hors délais seront rejetés et ne seront pas ouverts (à l'exception de la transmission d'une copie de sauvegarde en plus du pli électronique dans les délais). Si un programme malveillant est détecté dans le pli, celui-ci ne sera pas ouvert et sera rejeté (sauf si celui-ci est accompagné d'une copie de sauvegarde).

Le pli électronique ne devra pas dépasser la taille maximale recommandée de **500 Mo**. Les fichiers seront nommés afin de garantir leur lisibilité.

Le pli électronique doit contenir les pièces suivantes :

- Les pièces de la candidature définies à la rubrique correspondante de l'**article 3.1** du présent règlement de consultation
- Les pièces de l'offre définies à la rubrique correspondante de l'**article 3.2** du présent règlement de consultation.

5.3 Copie de sauvegarde

En sus du pli électronique, les candidats ont la faculté de joindre une copie de sauvegarde. Elle peut être fournie sur un support physique électronique (clé USB, CD-ROM...) ou sur support papier (la transmission sur support physique électronique pour la copie de sauvegarde est fortement recommandée par rapport au support papier). La copie de sauvegarde doit être remise, avant la date limite de réception des offres, dans un pli scellé comportant la mention suivante :

Intitulé du marché
Raison sociale du candidat
COPIE DE SAUVEGARDE
NE PAS OUVRIR

La copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé à :

REGIE DES TRANSPORTS DE LA MARTINIQUE
Rue Ferrements,
97200 Fort-de-France
TEL : 0596 60 97 50

Attention : cette copie de sauvegarde doit impérativement parvenir dans le délai imparti pour la remise des candidatures et des offres.

La copie de sauvegarde, valablement reçue dans les délais, ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- pli électronique du candidat transmis avant la fin du délai et réceptionné hors délais ;
- pli électronique contenant un programme informatique malveillant ;
- pli électronique qui ne peut être ouvert.

5.4 Correspondances avec le pouvoir adjudicateur

Toutes les questions et toutes les réponses ainsi que les modifications éventuelles du DCE durant la phase de consultation du présent marché, se feront uniquement sur la plateforme de Marchés Sécurisés

Les courriers d'information (compléments de candidature, précisions sur offre, négociations, rejet des offres, attribution,...) ainsi que les notifications se feront via la plateforme. Le pouvoir adjudicateur utilisera donc ladite plateforme pour ses échanges avec les candidats (via l'adresse courriel unique ou de secours renseignée par l'entreprise sur la plateforme et à l'acte d'engagement) et utilisera la signature électronique.

5.5 Certificat et signature électroniques

Elle s'obtient à l'aide d'un certificat électronique. Ce certificat est conforme à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et au règlement du eIDAS du 23 juillet 2014. Une liste des prestataires qualifiés pour les certificats électroniques est disponible sur : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

La signature manuscrite scannée ne sera pas acceptée. Un dossier Zip signé ne sera pas valide. Il convient de signer chaque document dont la signature est requise.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires, les candidats devront faire parvenir **une demande écrite sur le site de Marchés Sécurisés**, dans **un délai de 8 jours avant la date limite de remise des offres**. :

Une réponse sera alors adressée en retour sur le site, en temps utile, à toutes les entreprises ayant retiré un dossier.

ARTICLE 7 - CONTENTIEUX

Instance auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de la Martinique
12 rue du Citronnier - Plateau Fofo - CS 17103
97271 Schoelcher Cedex
Téléphone : 05 96 71 66 67
Télécopie : 05 96 63 10 08
Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr

Instance auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant un règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

Comité consultatif Interrégional de règlement amiable des litiges des marchés publics
21 Rue Miollis 75015 Paris
Tel : 0144 42 63 43 Fax : 0144 42 63 37